

Par e-mail : [https://www.lalibre.be/international/europe/2023/09/05/la-faillite-de-birmingham-deuxieme-ville-du-royaume-uni-fait-craindre-un-effet-domino-4435TGOZOVBABPAHX3BR7PUESE/?cx\\_testId=27&cx\\_testVariant=cx\\_1&cx\\_artPos=2#cxrecs\\_s](https://www.lalibre.be/international/europe/2023/09/05/la-faillite-de-birmingham-deuxieme-ville-du-royaume-uni-fait-craindre-un-effet-domino-4435TGOZOVBABPAHX3BR7PUESE/?cx_testId=27&cx_testVariant=cx_1&cx_artPos=2#cxrecs_s)

# **La faillite de Birmingham, deuxième ville du Royaume-Uni, fait craindre un effet domino**

**La faillite de la deuxième ville du Royaume-Uni, Birmingham, déclarée mardi, fait craindre un effet domino sur d'autres municipalités, en pleine crise du coût de la vie et après des années de coupes budgétaires sous les gouvernements conservateurs.**

Afp – 05-09-2023

A un an des prochaines législatives, cette annonce du Conseil municipal du centre de l'Angleterre qui gère les services publics de plus d'un million de personnes, un nombre sans équivalent dans le pays (Londres est divisée en arrondissements), est venue alimenter les accusations de négligence des services publics visant les exécutifs "Tories" qui se succèdent depuis 13 ans.

L'affaire intervient après des mois de grèves dans un système hospitalier complètement débordé et lors d'une rentrée scolaire dominée par la crise des écoles bâties avec un béton défectueux, qui a conduit des dizaines d'établissements à fermer partiellement voire totalement juste avant le retour des enfants en classe.

Formellement, le conseil municipal de Birmingham, incapable d'équilibrer son budget comme la loi l'y oblige sans aide du gouvernement, s'est placé sous la protection de la "section 114". Cela signifie que seules les dépenses essentielles sont maintenues.

Le maire travailliste John Cotton a expliqué avoir pris cette "mesure nécessaire" pour revenir à une situation saine.

Il a mis en cause plusieurs dépenses exceptionnelles, comme une condamnation pour infraction à la loi sur l'égalité hommes-femmes, ainsi que l'installation d'un nouveau système informatique. Mais il a aussi dénoncé la baisse des financements accordés par les gouvernements conservateurs successifs et la crise du coût de la vie.

Avec les dépenses sociales qui explosent et l'inflation qui fait grimper les coûts, les collectivités locales comme Birmingham sont confrontées à "des défis financiers sans précédents", a assuré l'élu.

Il a cité une estimation de la fédération des collectivités locales Sigoma estimant que 26 d'entre elles pourraient se mettre en faillite dans les deux ans à venir.

## "Il n'y a plus d'argent"

"Il revient clairement aux conseils élus localement de gérer leur budget", a réagi un porte-parole du Premier ministre Rishi Sunak, affirmant que Birmingham avait bénéficié d'une hausse de 9% de ses financements cette année.

Le budget des municipalités au Royaume-Uni dépend des recettes des impôts locaux appliqués aux administrés et aux entreprises, mais aussi d'une contribution de l'Etat.

Selon le centre de réflexion Institute for Government, ce financement venu de Londres a chuté de 40% en termes réels entre 2009/2010, période marquée par l'arrivée au pouvoir des Conservateurs, et 2019/2020, avant de remonter avec les dépenses exceptionnelles liées à la pandémie de Covid-19.

Sur cette période, les Britanniques ont vu leurs impôts locaux flamber et la tendance s'est poursuivie récemment avec l'envolée des prix, aggravant la crise du coût de la vie, sans enrayer la dégradation visible des services publics.

"Le système de financement ne fonctionne plus du tout. Les conseils locaux ont fait des miracles depuis 13 ans mais il n'y a plus d'argent", s'alarme le président de la fédération Sigoma Stephen Houghton, appelant le gouvernement à l'aide.

Avant Birmingham, l'arrondissement londonien de Croydon et la ville de Thurrock, à l'est de la capitale, se sont déclarés en faillite depuis un an.

"Le gouvernement central a laissé les collectivités vivre au jour le jour et d'année en année pendant bien trop longtemps. Birmingham est le plus important Conseil à avoir fait faillite jusqu'à présent, mais à moins que quelque chose ne change, ce ne sera pas le dernier", a renchéri Jonathan Carr-West, directeur de la Local Government Information Unit, une association conseillant les collectivités.

Les municipalités sont notamment chargées de la gestion des écoles publiques, dont les difficultés matérielles ont été mises en valeur ces derniers jours par une succession de révélations sur un béton fragile utilisé à partir des années 1950.

Le gouvernement conservateur, largement distancé dans les sondages par les travaillistes, a été accusé d'avoir négligé ce problème malgré les risques connus depuis l'effondrement d'un plafond d'une école en 2018. Il a aussi semblé repousser la faute vers les municipalités et aux écoles, de minimiser le problème, Rishi Sunak présentant comme une nouvelle rassurante le fait que 95% des établissements n'étaient pas concernés par ce béton.